

Europe Ecologie: le fantôme que tout le monde s'arrache

PAR HUBERT HUERTAS

ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 6 DÉCEMBRE 2017

Hulot en couverture de *L'Obs*, Cécile Duflot à la convention du mouvement de Benoît Hamon, la présence centrale de l'écologie dans le discours de Jean-Luc Mélenchon, et pour finir Barack Obama qui évoque le climat samedi à Paris. Les écolos n'existent plus, mais ils existent encore.

Ce qui frappe chez les écologistes, c'est l'éternité de leurs débats, et de leurs disputes. Les valeurs et les thèmes de l'environnement n'ont jamais été aussi présents, mais ses acteurs sont absents. Ils sont comme le cimetière marin de Paul Valéry : « *La mer, la mer toujours recommencée* »... Un sens inné du suicide politique, un talent certain pour ressusciter, des accusations d'opportunisme, et toujours cette controverse qu'ils ne tranchent pas, mais qui les casse en mille morceaux : faut-il ou non participer au pouvoir ?

C'est reparti avec Nicolas Hulot. A-t-il bien fait, après l'avoir tant refusé, d'entrer dans un gouvernement, pour devenir ministre d'État ? Fait-il avancer la cause de l'environnement ou l'affaiblit-il encore, à force de concessions sur le glyphosate, le nucléaire, Notre-Dame-des-Landes, le Ceta ?... Ces questions sont sur toutes les lèvres.



Depuis des semaines, des infos ou des intox le disaient fatigué, découragé, prêt à reprendre sa liberté. Il a décidé d'y mettre fin, jusqu'à la prochaine fois : « *Pourquoi je reste* » annonce-t-il sans point d'interrogation à **la une de L'Obs**, les mains dans les poches, décidé à relever le défi : « *Croyez-moi, je n'ai renoncé à rien...* » À l'écouter, siéger à la table du conseil des ministres n'est pas une promotion mais

un supplice : « *C'est chiant du matin au soir d'être ministre.* » Pauvre Hulot, ceux qui l'accusent d'oublier ses idéaux en éprouveraient du remords. Il précise sa pensée : « *C'est rude parce que c'est un marathon qui n'en finit pas. Vous passez une épreuve, vous n'avez pas le temps de souffler, qu'il s'en prépare une autre (...). C'est une école de patience alors que l'urgence s'impose.* »

Le rêve et la réalité

Mais alors pourquoi rester, si c'est pour avaler des boas en regardant passer les trains ? La réponse de Nicolas Hulot est double. Elle est personnelle et politique. Personnelle, parce que « *pour tout vous dire j'ai 62 ans, et à un moment il ne faut pas avoir de pudeurs de gazelle, comme dirait l'autre...* ». Mais politique aussi, parce que l'ancien producteur de télévision fait le pari de « *pouvoir créer des dynamiques irréversibles dans l'alimentation, les transports, la rénovation thermique des bâtiments, et la réduction de la part du nucléaire* ».

Sur chacun de ces domaines, des voix écologistes importantes lui reprochent d'être sur le reculoir plutôt que sur un tremplin. La signature de l'accord Ceta sur le libre-échange, auquel il était opposé, a jeté un doute. L'affaire du glyphosate n'a pas arrangé les choses. Et surtout, surtout, le renoncement à l'horizon 2025 à propos du nucléaire a consterné jusqu'à ses soutiens les plus fervents. Passe encore que Ségolène Royal ait estimé que « *ça ronronn[ait]* », mais même Audrey Pulvar, qui dirige la Fondation Nicolas-Hulot, a estimé que c'était « *un mauvais signal* ».

Pour se défendre des impatiences du Nicolas de la Fondation, le Hulot du gouvernement ressuscite le débat éternel. Celui du réalisme face à la posture, du travail à long terme face aux effets de tribune, du compromis face à l'idéologie : « *Certains sont contents de saisir le moindre micro, ironise-t-il. Ils savent bien pourtant qu'il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour engager des transformations aussi profondes.* » Il répète à l'envi les mots « *réalité* », « *réalisme* », « *pragmatisme* », et dénonce les « *jeux de rôle* ». Il est contre l'abattage du loup, mais prend en compte les éleveurs : « *Je leur dis quoi ? Et les*

10 000 brebis qui sont tuées chaque année, je ferme les yeux, je n'entends pas la détresse des bergers ? » Il veut réduire la part du nucléaire, mais pas n'importe comment : « À un moment, vous êtes en face de la réalité. J'aurais dit quoi face aux augmentations de CO₂ ? J'aurais dit quoi à EDF ? J'aurais dit quoi à la CGT ? Débrouillez-vous avec votre personnel ? »

Le grand thème est lâché. Le rêve contre « la réalité ». Cela met en colère Yannick Jadot, qui a remporté la primaire écologiste avant de se désister pour Benoît Hamon. Sur France Inter et dans une lettre ouverte, il s'insurge contre « Monsieur le Ministre et Cher Nicolas » : « Vous êtes arrivé il y a six mois au gouvernement, six petits mois qui paraissent une éternité tant vous semblez résigné à abandonner les batailles solidaires que nous avons menées ensemble. » Et Jadot précise sa pensée dans une contre-attaque ultraclassique : « Les solutions écologiques aujourd'hui crédibles sont balayées en quelques mots au nom d'un pseudo-réalisme politique qui, vous le savez, a été le refuge de la complaisance et de la lâcheté de tant de dirigeants politiques. » Il termine sur le retour à l'envoyeur inévitable, qui structure depuis quarante ans les débats chez les écologistes : « Il faut rejeter ce pragmatisme de convenance (...). Retroussons-nous les manches. Les réalistes, c'est nous. »

Mêlée confuse

Cette confrontation entre les exigences du rêve (présumé), les concessions à la réalité (revendiquée) et les trajectoires personnelles est ancienne comme l'écologie. Il y a, depuis les temps héroïques des années 80, une permanence dans ce courant politique : la tentation toujours renouvelée de peser sur le pouvoir en y participant, et celle de rejeter dans la foulée tous ceux qui s'y confrontent. Il faut dire que les carrières sont parfois multicolores chez les écologistes. À part Daniel Cohn-Bendit, qui s'est toujours organisé pour y être sans y être (ou pas vraiment, ou quasiment, ou dedans mais dehors en même temps), tous ceux qui sont devenus ministres ont été accusés de songer à eux-mêmes plutôt qu'à la planète.

Les aventures originales se sont multipliées. Brice Lalonde a soutenu François Mitterrand avec Génération Écologie, puis Jacques Chirac avant de se rapprocher d'Alain Madelin. Antoine Waechter a dirigé Les Verts en rêvant d'un parti écologiste « qui ne serait pas à marier », avant d'être mis en minorité et de céder la place à Dominique Voynet. Candidate à la présidentielle de 1995, la nouvelle patronne des Verts a branché son parti à gauche, avant de participer à la gauche plurielle de Lionel Jospin au poste de ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Elle fait voter une loi sur l'aménagement du territoire, une autre sur la chasse, mais a subi son quota de critiques et de soupçons de la part de son camp à propos de l'enfouissement des déchets nucléaires de Bure, de l'autorisation d'une variété de blé OGM, ou pour avoir déclaré que la marée noire du cargo *Erika* n'était pas « la catastrophe du siècle ». « Démissionnée » en 2001, elle est mise en minorité en 2003.

En 2006, Cécile Duflot devient secrétaire nationale des Verts en remplacement de Yann Wehring, qui migrera vers le MoDem puis l'UMP. Duflot est partie prenante de la percée européenne d'un parti qui s'appelle désormais Europe Écologie, mais qui connaît de nouvelles déconvenues lors des présidentielles de 2012. Eva Joly est préférée à Nicolas Hulot, qui avouera avoir voté pour Jean-Luc Mélenchon. Joly est abandonnée par Cohn-Bendit ou Jadot au profit de Hollande, elle est écrasée au premier tour mais, miracle de la République présidentielle, Europe Écologie ramasse la mise après les législatives : un groupe politique de 18 députés à l'Assemblée, un groupe au Sénat, 15 députés européens, Cécile Duflot ministre, Pascal Canfin ministre délégué.

La suite est dans toutes les mémoires. C'est une mêlée confuse. Très vite, les remous internes refont surface à propos de l'utilité de rester au gouvernement ou d'en partir, les démissions surviennent lors de la nomination de Manuel Valls à l'Assemblée, puis des retours interviennent à la fin du quinquennat, de la part d'écologistes qui deviendront macroniens pour deux d'entre eux, et même président de l'Assemblée nationale pour François de Rugy...

L'avènement des Jourdain de l'environnement

Aujourd'hui, la sensibilité écologiste dispose d'un ministère d'État en la personne de Nicolas Hulot, mais Europe Écologie, jusqu'à nouvel ordre, paraît plus proche des oubliettes que du retour en force. Disparu dans la débâcle de la gauche aux législatives, écrasé au Sénat, le parti écologiste peut redouter la prochaine échéance : celle des européennes. Après l'échec du rapprochement entre Cécile Duflot et Jean-Luc Mélenchon, en 2014, les perspectives d'alliances ne paraissent pas réjouissantes. Duflot vient de participer à la convention de Benoît Hamon qui rêve de reconstruire la gauche avec son mouvement M1717, désormais baptisé Génération.s. Mais la pente est forte, comme dirait un ancien premier ministre. Pour devenir une locomotive, Génération.s devra s'imposer entre un PS qui aimerait ne pas disparaître, et une France insoumise qui aspire à occuper tout l'espace de la gauche. Le pari n'est pas gagné, et c'est celui des survivants d'Europe Écologie.

Difficulté encore plus grande, et réussite paradoxale pour un parti menacé d'extinction : l'idée écologique s'est diffusée partout. Le défi environnemental occupe une place centrale chez Jean-Luc Mélenchon, il est au cœur du programme de Benoît Hamon, le PS ne pourra s'en passer s'il parvient à survivre, Emmanuel Macron ferait face à un échec majeur si Hulot s'en allait, et vous verrez que Laurent Wauquiez n'oubliera pas de servir un entremets écologique entre deux considérations sur les frontières et les menus identitaires.

Depuis quarante ans que les écologistes sont entrés en politique en croissant et se subdivisant, leurs congrès sont taraudés par une question existentielle : l'écologie

doit-elle être portée par un parti spécialisé, ou entrer dans l'ADN des mouvements plus classiques ? Faut-il se disséminer de droite à gauche, ou concentrer ses forces dans un parti classique, en choisissant ses alliances ? Tous les débats, tous les choix collectifs ou individuels, toutes les invectives, toutes les divisions, peuvent être lus à l'aune de cette question. Quand Cécile Duflot a quitté le gouvernement, c'était pour préserver le parti écologique ; quand Emmanuelle Cosse, Jean-Vincent Placé, Barbara Pompili y sont retournés, c'était en vertu des mêmes raisons ; quand François de Rugy est devenu président de l'Assemblée nationale, c'était par fidélité à ses idées ; et quand Nicolas Hulot soutient qu'il recule pour avancer, c'est encore pour préserver la planète. Ce à quoi nous assistons, avec l'affaiblissement spectaculaire d'Europe Écologie et la montée en puissance de la préoccupation environnementale, est un début de réponse au vieux dilemme entre l'existence d'un parti autonome et le principe d'une dissémination dans les partis classiques. Si l'écologie est partout, au moins dans le discours, le mouvement qui l'a portée sert-il encore à quelque chose ?

Si la réponse est négative, Hulot qui n'a jamais bien su où il se situait politiquement, ou qui n'a pas voulu choisir entre la droite et la gauche, serait le dernier représentant d'une espèce en voie d'extinction : l'écologiste qui ne ferait que de l'écologie... Après lui, et sauf sursaut d'Europe Écologie aux élections européennes, il n'y aurait plus que des Jourdain de l'environnement, qui feraient tous de l'écologie comme l'autre faisait de la prose...

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doga, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.